

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/N/1/ARG/1/Add.1

26 mai 1997

(97-2187)

Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

Argentine

Addendum

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 mars 1997.

Introduction

Le régime applicable à l'industrie automobile argentine figure dans la Loi n° 21.932 du 26 janvier 1979 et est réglementé par le Décret n° 2677 du 20 décembre 1991, modifié par le Décret n° 683 du 6 mai 1994, le Décret n° 1179 du 15 juillet 1994, le Décret n° 1830 du 14 octobre 1994, le Décret n° 2278 du 23 décembre 1994 et le Décret n° 33 du 15 janvier 1996. Hormis le dernier décret mentionné, tous ont déjà été notifiés à l'Organisation mondiale du commerce dans le document G/TRIMS/N/1/ARG/1 de l'OMC.

Synthèse des modifications apportées par le Décret n° 33/96

Le Décret n° 33/96¹ notifié dans le présent document apporte quelques modifications à la réglementation en vigueur:

1. Indice d'éléments d'origine nationale

L'Argentine apporte deux modifications à ce sujet, qui maintiennent et d'une certaine façon assouplissent la teneur en éléments d'origine régionale que doivent respecter les véhicules.

Tout d'abord, on modifie le mode de calcul de cette teneur en passant de la valeur en douane à la valeur f.a.b. La modification du critère utilisé pour ce calcul n'introduit pas dans la pratique une plus grande exigence concernant la teneur en éléments d'origine nationale.

¹Voir l'annexe.

Pour le calcul de cette teneur, on applique la formule suivante:

$$\frac{\Sigma \text{ Valeur f.a.b. des pièces pour automobiles importées incorporées au véhicule}}{\text{Valeur de vente du véhicule au concessionnaire avant impôt}} \times 100$$

Ensuite, bien que l'indice d'éléments d'origine nationale exigé soit initialement de 60 pour cent, on admet pour les nouveaux modèles un indice d'éléments d'origine régionale de 50 pour cent dans la formule, qui doit être respecté dans un délai de trois ans à compter du début de la production.

2. Balance commerciale

On exige toujours que les importations bénéficiant d'une réduction de droits soient compensées par des exportations, mais on peut comptabiliser comme des exportations:

- Les exportations de véhicules finis ou incomplets, de pièces et de matrices pour la production automobile, neufs, effectuées par les entreprises de montage d'automobiles (empresas terminales), leurs entreprises affiliées ou des entreprises de commercialisation internationale qui distribuent les biens produits par celles-ci, en comptant un dollar vingt (1,20 dollar EU) pour chaque dollar effectif d'exportation.
- Les exportations de parties neuves d'entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles (autopartistas), qui cèdent à l'entreprise de montage leurs crédits d'exportation, en comptant un dollar vingt (1,20 dollar EU) pour chaque dollar effectif d'exportation, conformément à la règle que l'autorité chargée de l'application établit à cet effet.
- Les montants d'investissements en biens d'équipement neufs fabriqués dans le pays, destinés en permanence à la production dans le pays, qui sont effectués par les entreprises de montage ou par les entreprises de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles qui les leur cèdent, conformément aux coefficients indiqués ci-après:

1996	Un quarante (1,40)
1997	Un vingt (1,20)
1998	Zéro quatre-vingt-quinze (0,95)
1999	Zéro soixante-dix (0,70)
- Les augmentations de ventes à l'étranger effectuées par les entreprises fabriquant des biens d'équipement, par rapport à 1993. Cela signifie que les entreprises mentionnées plus haut pourront céder aux entreprises de montage d'automobiles le droit d'utiliser ces augmentations comme leurs propres exportations dans les conditions prévues par l'autorité chargée de l'application.
- Cent pour cent (100%) des achats de matrices ou de presses devant être utilisées dans la production d'automobiles, effectués par les entreprises de montage ou d'autres entreprises fabriquant des parties et pièces détachées pour automobiles qui les leur cèdent, conformément à la règle que l'autorité chargée de l'application établit à cet effet.
- L'augmentation de la teneur en pièces pour automobiles fabriquées dans le pays par rapport à l'année précédente. L'autorité chargée de l'application réglementera le champ et les modalités d'application de la présente disposition.

En corollaire des points ci-dessus, on peut conclure que le décret faisant l'objet de la présente notification permet une augmentation des importations originaires des pays hors MERCOSUR en modifiant le pourcentage servant au calcul des exportations réalisées et en incluant divers investissements qui peuvent être comptabilisés comme des exportations.

3. Entreprises de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles

Le Décret prévoit en outre un système destiné aux fabricants de parties et pièces détachées pour automobiles, dont les lignes directrices sont les mêmes que celles que le régime prévoit pour les entreprises de montage d'automobiles.

ANNEXE

Le pouvoir exécutif national

(signé)
Oscar Roberto Dematine
Secrétariat général

Buenos Aires, le 15 janvier 1996

Vu le dossier n° 060-000009/96 du registre du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, la Loi n° 21.932, le Décret n° 2.677 du 20 décembre 1991, le Décret n° 683 du 6 mai 1994, le Décret n° 1.179 du 15 juillet 1994, le Décret n° 1.830 du 14 octobre 1994, le Décret n° 2.278 du 23 décembre 1994, le Décret n° 523 du 22 septembre 1995 et le Décret n° 595 du 18 octobre 1995 et la Décision n° 29 du 17 décembre 1994 du Conseil du Marché commun du Sud, et

Considérant:

Que les dispositions mentionnées dans le paragraphe précédent ont établi les conditions de la réorganisation et de la réglementation de l'industrie automobile.

Que, conformément aux dispositions de la Décision n° 29/94 du Conseil du Marché commun, les Etats membres se sont engagés à apporter des modifications à leurs régimes respectifs seulement afin d'avancer dans l'élaboration d'une politique commune pour le secteur.

Qu'il devient nécessaire d'élargir le champ des dispositions de l'article 2 du Décret n° 2.278 du 23 décembre 1994 afin de se conformer strictement aux engagements contractés dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR).

Que la présente mesure vise à mettre en oeuvre les accords conclus dans le cadre du MERCOSUR, et qu'elle ne modifie en aucune manière les lignes directrices établies pour le secteur.

Que la Direction générale des affaires juridiques du Ministère de l'économie et des travaux et services publics a pris la mesure qui relève de sa compétence.

Que le présent Décret est pris en vertu des pouvoirs découlant de l'article 99, paragraphe 1, de la Constitution nationale et de la Loi n° 21.932.

Compte tenu de ce qui précède,

Le Président de la nation argentine

PREND LE PRESENT DECRET:

Article premier. Remplacer le texte de l'article 4 du Décret n° 2.677/91 par le texte suivant:

"Article 4. Jusqu'au 31 décembre 1995, les entreprises de montage visées par ce régime de production pourront incorporer dans les véhicules automobiles qu'elles produisent des pièces importées jusqu'à concurrence seulement de quarante pour cent (40%) et quarante-deux pour cent (42%) de la valeur des véhicules dans le cas des catégories A et B respectivement."

A compter de 1996, les entreprises de montage pourront incorporer dans les véhicules automobiles des catégories A et B qu'elles produisent des pièces importées jusqu'à concurrence des pourcentages maximaux ci-après, conformément au calendrier suivant:

Catégorie A:

1996	Quarante pour cent (40%)
1997	Trente-sept, cinquante pour cent (37,50%)
1998	Trente-cinq pour cent (35%)
1999	Trente-deux, cinquante pour cent (32,50%)

Catégorie B:

1996	Quarante-deux pour cent (42%)
1997	Trente-sept, cinquante pour cent (37,50%)
1998	Trente-cinq pour cent (35%)
1999	Trente-deux, cinquante pour cent (32,50%).

Article 2. A compter de 1996, le calcul de la teneur maximale en éléments importés établie à l'article 4 du Décret n° 2.677/91 sera effectué conformément à la méthode suivante:

$$\frac{\Sigma \text{ Valeur f.a.b. des pièces pour automobiles importées incorporées au véhicule}}{\text{Valeur de vente du véhicule au concessionnaire avant impôt}} \times 100$$

Article 3. Le texte de l'article 5 du Décret n° 2.677/91, remplacé par l'article premier du Décret n° 523/95, est remplacé par le texte suivant:

"Article 5. Jusqu'au 31 décembre 1995, les entreprises de montage pourront faire une moyenne de la teneur en éléments importés des véhicules de la même catégorie qu'elles produisent. A compter de 1996 et jusqu'au 31 décembre 1999, les indices de la teneur en éléments importés s'appliqueront pour chaque modèle spécifique.

Dans le cas du lancement de nouveaux modèles, leur intégration progressive sera autorisée sur une période de trois (3) ans, avec un pourcentage maximal de cinquante pour cent (50%) en moyenne pendant cette période, au terme de laquelle le pourcentage fixé à l'article 4 du Décret n° 2.677/91 devra être atteint."

Article 4. A compter de 1996, les exportations à comptabiliser dans le calcul de la balance commerciale définie à l'article 8 du Décret n° 2.677/91 pourront être constituées par:

- a) Les exportations de véhicules finis ou incomplets, de pièces et de matrices pour la production automobile, neufs, effectuées par les entreprises de montage d'automobiles, leurs entreprises affiliées ou des entreprises de commercialisation internationale qui distribuent les biens produits par celles-ci, en comptant un dollar vingt (1,20 dollar EU) pour chaque dollar effectif d'exportation.
- b) Les exportations de parties neuves d'entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles, qui cèdent à l'entreprise de montage leurs crédits d'exportation, en comptant un dollar vingt (1,20 dollar EU) pour chaque dollar effectif d'exportation, conformément à la règle que l'autorité chargée de l'application établit à cet effet.

- c) Les montants d'investissements en biens d'équipement neufs fabriqués dans le pays, destinés en permanence à la production dans le pays, qui sont effectués par les entreprises de montage ou par les entreprises de fabrication de parties et pièces détachées pour véhicules automobiles qui les leur cèdent, conformément aux coefficients indiqués ci-après:
- | | |
|----------------------|---------------------------------|
| Pendant l'année 1996 | Un quarante (1,40) |
| Pendant l'année 1997 | Un vingt (1,20) |
| Pendant l'année 1998 | Zéro quatre-vingt-quinze (0,95) |
| Pendant l'année 1999 | Zéro soixante-dix (0,70) |
- d) Les augmentations de ventes à l'étranger effectuées par les entreprises fabriquant des biens d'équipement, par rapport à 1993. Cela signifie que les entreprises susmentionnées pourront céder aux entreprises de montage d'automobiles le droit d'utiliser ces augmentations comme leurs propres exportations dans les conditions prévues par l'autorité chargée de l'application.
- e) Cent pour cent (100%) des achats de matrices ou de presses devant être utilisées dans la production d'automobiles, effectués par les entreprises de montage ou par d'autres entreprises fabriquant des parties et pièces détachées pour automobiles qui les leur cèdent, conformément à la règle que l'autorité chargée de l'application établit à cet effet.
- f) L'augmentation de la teneur en pièces pour automobiles fabriquées dans le pays par rapport à l'année précédente. L'autorité chargée de l'application réglementera le champ et les modalités d'application de la présente disposition.

Les exportations pourront comprendre des éléments importés par les mécanismes en vigueur de l'admission temporaire; dans ce cas, les valeurs correspondant à l'importation temporaire ne seront pas comptabilisées dans les exportations aux fins de la compensation.

Article 5. La définition de sous-ensemble ou ensemble national établie à l'annexe I du Décret n° 2.677/91 est remplacée par la définition suivante:

"Sous-ensemble ou ensemble national: un sous-ensemble ou ensemble est considéré comme totalement national lorsque la valeur des pièces importées pour automobiles qui y sont incorporées représente au maximum les pourcentages indiqués ci-après pour chaque période:

1996	Quarante pour cent (40%)
1997	Trente-sept, cinquante pour cent (37,50%)
1998	Trente-cinq pour cent (35%)
1999	Trente-deux, cinquante pour cent (32,50%)

Le calcul de la teneur en éléments importés sera effectué conformément à la méthode suivante:

$$\frac{\Sigma \text{ Valeur f.a.b. des pièces importées pour automobiles incorporées au sous-ensemble ou à l'ensemble}}{\text{Valeur de vente des pièces pour automobiles à l'entreprise de montage avant impôt}} \times 100$$

Sera aussi considéré comme totalement national le sous-ensemble ou l'ensemble produit localement dans le cadre d'un régime national de fabrication autorisé par l'autorité chargée de l'application, qui, dans tous les cas, devra prévoir d'atteindre le pourcentage susmentionné dans un délai de trois (3) ans."

Article 6. Les importations de pièces pour automobiles destinées à la production (à l'exclusion des pièces de rechange), effectuées par les entreprises indépendantes fabriquant des parties et pièces détachées pour véhicules automobiles, qui appliquent un programme d'échanges compensés approuvé par l'autorité chargée de l'application, dans la mesure où il s'agit de biens neufs et où ils sont compensés dans la même proportion par des exportations de pièces neuves d'origine nationale pour automobiles, effectuées par ces entreprises ou d'autres entreprises indépendantes fabriquant des parties et pièces détachées pour véhicules automobiles qui les leur cèdent, acquitteront un droit de 2 pour cent (2%) lorsqu'elles proviendront de pays ne faisant pas partie du MERCOSUR, ou un droit nul (0%) lorsqu'elles proviendront de pays qui en sont membres.

Article 7. Les exportations et importations aux fins de l'article 6 du présent décret seront comptabilisées sur la base de leur valeur f.a.b.

Article 8. Aux fins de la compensation prévue à l'article 6, ne seront pas comptabilisées les exportations de pièces pour automobiles destinées à être transformées ou non à l'étranger, qui sont réimportées dans le pays sous la forme de produits finis ou de pièces pour être consommées ou non dans le processus de production. En outre, les exportations pourront comprendre des éléments importés par le mécanisme en vigueur de l'admission temporaire; dans ce cas, les valeurs correspondant à l'importation temporaire ne seront pas comptabilisées dans les exportations.

Article 9. En outre, il est établi que l'on pourra considérer comme des exportations aux fins de l'article 6:

- a) Les montants d'investissements en biens d'équipement neufs fabriqués dans le pays, destinés en permanence à la production dans le pays, qui sont effectués par les entreprises fabriquant des parties et pièces détachées pour automobiles, conformément aux coefficients indiqués ci-après:

Pendant l'année 1996	Un quarante (1,40)
Pendant l'année 1997	Un vingt (1,20)
Pendant l'année 1998	Zéro quatre-vingt-quinze (0,95)
Pendant l'année 1999	Zéro soixante-dix (0,70)
- b) Cent pour cent (100%) des achats de matrices ou de presses devant être utilisées dans la production de pièces pour automobiles.

Article 10. Aux fins de l'article 6, les exportations de pièces pour automobiles seront comptabilisées en multipliant leur valeur f.a.b. par le facteur un vingt (1,20).

Article 11. Les importations de pièces pour automobiles seront considérées comme compensées par des exportations, aux fins de l'article 6, à condition que ces dernières s'inscrivent dans la gamme des produits habituels de l'entreprise requérante, qu'ils soient fabriqués par elle ou ses fournisseurs et à condition qu'à leur tour, ils satisfassent aux prescriptions relatives à la teneur minimale en éléments d'origine locale établie à l'annexe I du Décret n° 2.677/91, modifiée par l'article 5 du présent décret.

Article 12. A compter du 1er janvier 1995, les pièces pour automobiles originaires des pays membres du MERCOSUR importées par les entreprises fabriquant des parties et pièces pour automobiles, destinées à leur production ou à celle des entreprises de montage d'automobiles (à l'exception des pièces de rechange), dans la mesure où il s'agit de biens neufs et où ils sont compensés conformément aux dispositions de l'article 6 du présent décret, sans obligation de compensation bilatérale, seront considérées comme nationales aux fins du calcul de la teneur maximale en éléments importés établie à l'annexe I du Décret n° 2.677/91, modifiée par l'article 5 du présent décret.

Article 13. Le volume des importations des entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles qui adoptent la compensation des échanges prévue à l'article 6 du présent décret ne sera pas comptabilisé aux fins du calcul de la balance commerciale des entreprises de montage établies dans le pays, comme le prévoit l'article 12 du Décret n° 2.677/91, modifié par l'article 2 du Décret n° 1.179/94.

Article 14. Les entreprises souhaitant participer au programme d'échanges compensés prévu à l'article 6 devront présenter leur demande conformément aux prescriptions que l'autorité chargée de l'application établira à cet effet.

Article 15. Les entreprises souhaitant participer aux programmes de fabrication et d'intégration nationales conformément aux dispositions de l'article 5 du présent décret devront prévoir dans leur demande des plans d'investissement et de développement industriels dans le pays, qui garantiront la faisabilité technique et économique afin d'obtenir l'intégration progressive, et qui rempliront les autres conditions établies par l'autorité chargée de l'application.

Article 16. Les entreprises bénéficiaires des programmes visés à l'article 5 du présent décret qui ne satisfont pas à la prescription concernant la teneur en pièces d'origine nationale devront payer une amende équivalente au pourcentage total manquant pour atteindre les niveaux d'intégration.

Article 17. Les entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles qui cèdent leurs crédits d'exportation conformément aux dispositions de l'article 4 du présent décret ne pourront pas les utiliser simultanément aux fins de l'article 6 dudit décret.

Article 18. Les entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles qui appliquent un programme de spécialisation industrielle en vertu du Décret n° 2.641 du 29 décembre 1992 et de ses dispositions complémentaires ou explicatives ne pourront pas affecter à ce programme les exportations servant à obtenir les avantages prévus aux articles 4 et 6 du présent décret.

Article 19. Les entreprises indépendantes de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles devront faciliter les contrôles ou vérifications ordonnés par l'autorité chargée de l'application et devront lui communiquer, en faisant une déclaration sous la foi du serment, dans les délais qu'elle fixera, tout renseignement qu'elle leur demandera sur toute question en rapport avec les règles du régime applicable à l'industrie automobile.

Article 20. Le présent décret entrera en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel.

Article 21. Le présent décret est communiqué, publié, remis à la Direction nationale du registre officiel et archivé.

DECRET N° 33

(signé)
José Caro Figueroa

(signé)
Dr Carlos N. Corach
Chef de cabinet des Ministres
par intérim